



Consultation publique de la Commission de Régulation de l'énergie
du 27 juillet 2016 sur le prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de
GRTgaz et TIGF

Eni remercie la CRE pour l'opportunité qui lui est donnée de contribuer à cette consultation publique portant sur les prochains tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz de GRTgaz et de TIGF.

Question 1 : Etes-vous favorable au calendrier d'évolution tarifaire lors de la création de la place de marché unique, tel qu'envisagé par la CRE ?

En ce qui concerne la création de la place de marché unique, Eni est favorable au calendrier proposé.

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien du calendrier tarifaire actuel (d'avril à avril) et à la définition, dès la délibération ATRT6, des règles d'évolution des termes tarifaires aux PIR pour toute la durée du tarif ?

La date du 1^{er} avril est une référence structurante en matière d'évolution des coûts et de nombreux paramètres liés à l'utilisation des infrastructures de gaz en France.

Eni est donc favorable au maintien du calendrier actuel d'avril à avril, sous réserve que la CRE puisse donner une bonne visibilité des évolutions tarifaires aux PIR avant les enchères pour les produits annuels.

Question 3 : Etes-vous favorable au nouveau mécanisme d'incitation à la création de capacités aux interconnexions envisagé par la CRE ?

En particulier, êtes-vous favorable au mode de détermination de la prime *ex ante* sur la base d'une analyse coûts / bénéfices ?

En particulier, êtes-vous favorable à une révision de la prime *ex post* sur la base du niveau effectif de souscription ?

Eni partage l'analyse de la CRE : le niveau d'investissement dans les réseaux de transport français ces dix dernières années a été très important et est actuellement largement suffisant au regard des taux d'utilisation des capacités et des perspectives d'évolution de la consommation de gaz en France comme dans le reste de l'Europe. La dernière congestion importante sur les réseaux français à la liaison Nord/Sud sera levée avec les investissements déjà décidés.

Dans ces conditions, Eni est favorable à la suppression de la prime de 300 points de base pour les nouveaux projets.

Par ailleurs, Eni n'est pas favorable au mécanisme de prime « au cas par cas » envisagé par la CRE. En effet, un mécanisme de prime attribuée au cas par cas existait déjà dans le passé pour les infrastructures de transport de gaz. La CRE avait décidé dans le cadre de l'ATRT4 de ne pas reconduire ce système compte tenu des difficultés pour assurer la cohérence dans le temps des critères d'attribution de cette prime. En effet, les GRT avaient fait preuve d'une grande capacité à utiliser les failles de ce dispositif pour justifier l'attribution de cette prime à leurs investissements.

Question 4 : Etes-vous favorable au renforcement du mécanisme d'incitation à la maîtrise des coûts des grands projets tel qu'envisagé par la CRE ? Etes-vous favorable aux seuils et niveaux proposés par la CRE ?

Eni est favorable à ce renforcement des incitations à la maîtrise des coûts des grands projets.

Toutefois, compte tenu de la complexité pour la CRE de vérifier le bon dimensionnement des budgets des projets d'investissements, il serait opportun de mettre en place un référentiel de coûts unitaires pour les investissements des GRT comme c'est le cas en électricité.

Question 5 : Pensez-vous opportun d'étendre ce mécanisme aux projets déjà décidés par les GRT ?

Compte tenu du manque de visibilité sur les projets qui seraient concernés et sur l'impact d'une telle évolution, Eni recommande d'appliquer ce nouveau mécanisme seulement aux projets à venir.

Concernant les investissements nécessaires pour la fusion des zones Nord et Sud, Eni recommande de maintenir le mécanisme d'incitation déjà fixé par la CRE pour ce projet.

Question 6 : Avez-vous des remarques sur le cadre incitatif envisagé pour les investissements « hors réseaux » ?

Eni partage l'avis de la CRE consistant à inciter les GRT à la maîtrise de leurs charges de capital au même titre que leurs charges d'exploitation sur le périmètre des dépenses « hors réseaux ».

Eni n'est pas opposé à l'exclusion du mécanisme de régulation de certains projets de SI « incertains quant à leurs budgets et/ou leur réalisation effective ». Mais, compte tenu de la complexité du dispositif, la CRE devra avoir une bonne visibilité des coûts par projet afin de s'assurer qu'il n'y aura pas de transferts de coûts entre les différents projets.

Eni est favorable à ce que des analyses ex-post soient systématiquement menées par la CRE.

Question 7 : Etes-vous favorable à la suppression des 9 indicateurs de qualité de service proposée par la CRE ?

Eni n'est pas opposé à la suppression des indicateurs proposés sauf pour celui relatif au « suivi des interventions des GRT sur les marchés au titre de l'équilibrage ».

En effet, eni considère que tant que les modalités d'intervention des GRT dans le cadre de l'équilibrage ne sont pas stabilisées, cet indicateur doit être maintenu afin d'éviter d'éventuelles dérives ou des prix aberrants sans aucun rapport avec des tensions fortes sur le réseau.

Question 8 : Etes-vous favorable à l'évolution, pour TIGF, du calcul de l'indicateur portant sur la qualité des quantités intra-journalières télé-relevées aux points de livraison des consommateurs raccordés au réseau de transport et transmises en cours de journée, afin de l'harmoniser avec celui de GRTgaz ?

Eni est favorable à cette harmonisation.

Question 9 : Etes-vous favorable à l'incitation financière de la disponibilité des cinq informations les plus utiles à l'équilibrage des expéditeurs sur les portails publics des GRT ?

Eni est favorable à l'incitation financière de la disponibilité des 5 informations les plus utiles à l'équilibrage mais seulement en ce qui concerne le malus.

En effet, les nouvelles dispositions de l'équilibrage ont transféré aux fournisseurs la responsabilité de l'équilibrage. Par ailleurs, les fournisseurs, notamment ceux de clients profilés raccordés aux réseaux de distribution pour lesquels les opérateurs de réseaux ne fournissent pas de données intra-journalières afin d'opérer un meilleur pilotage, sont exposés à des écarts fatals sanctionnés financièrement. La condition sine qua non au transfert des responsabilités de l'équilibrage aux fournisseurs est la mise à disposition d'informations fiables, dans les délais.

Par ailleurs, Eni demande de compléter cette incitation financière par des indicateurs portant sur la qualité des données transmises en complément du suivi de la disponibilité de ces informations dans les délais.

Question 10 : Etes-vous favorable au suivi détaillé par point, pour les PIR et les PITS, de l'indicateur de disponibilité des capacités fermes, sans qu'il soit incité financièrement ?

Eni est favorable au suivi détaillé point par point, pour les PIR et les PITS, de l'indicateur de disponibilité des capacités fermes.

Question 11 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant les postes couverts au CRCP à 100 % ?

Eni n'est pas opposé à la proposition de la CRE concernant les prestations liées à la prestation de conversion H-B dans le cadre de la fusion contractuelle des zones Nord H et Nord B.

En ce qui concerne les autres postes, eni n'est pas favorable à ce qu'ils soient inclus à 100% dans le CRCP mais plutôt à 50%, ceci afin de maintenir une réelle incitation pour les GRT à minimiser ces coûts. Par ailleurs, la séparation de la R&D de GRTgaz avec celle d'Engie ne doit en aucun cas conduire à une inflation des coûts de GRTgaz.

Question 12 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE pour les postes couverts au CRCP à 80 % ?

Eni y est favorable.

Question 13 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE pour les postes non couverts au CRCP ?

Eni y est favorable.

Question 14 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme en vigueur d'incitation à l'efficacité sur les charges nettes d'exploitation des GRT, selon lequel les opérateurs conservent les gains et pertes par rapport à la trajectoire prévisionnelle ?

Eni partage la volonté de la CRE de relever le niveau d'efficacité pour l'ATRT6 de façon à ce que les utilisateurs des réseaux bénéficient également des gains de productivité réalisés par GRTgaz et TIGF pendant la période précédente.

Pour le socle des charges d'exploitation, la CRE doit impérativement retenir le niveau de dépenses révélé par les GRT pendant la période ATRT5.

Pour les charges hors socle, Eni recommande que le bilan de l'ATRT5 sur les écarts avec les charges prévisionnelles soit pris en compte dans l'analyse de la trajectoire ATRT6.

Question 15 : Que pensez-vous du projet GRTgaz 2020 présenté par GRTgaz ?

Eni comprend la volonté de GRTgaz de s'inscrire et d'être un acteur engagé dans la transition énergétique.

Toutefois, il nous semble que le projet GRTgaz 2020 intègre des éléments qui vont au-delà des nouvelles obligations des GRT relatives à la transition énergétique.

En ce qui concerne :

- Le *développement du biométhane* : pas de remarque particulière, si ce n'est que les dépenses relatives à la filière mobilité devront être monitorées afin de bien en évaluer les bénéfices au regard des coûts.
- L'émergence de la filière *Power to gas* : compte tenu du caractère très prospectif de cette technologie et du bénéfice très lointain qu'en tireront les consommateurs de gaz, Eni n'est pas favorable à la prise en compte de coûts supplémentaires par rapport à ceux déjà pris en compte dans le cadre de l'ATRT5.
- Une campagne de publicité « *image du gaz naturel* » : Eni considère que cette activité est déjà menée par le gestionnaire de réseau de distribution, avec un budget en forte croissance depuis quelques années. Eni a soutenu cette évolution du rôle de GRDF compte tenu de la proximité de ce dernier avec les consommateurs finals de gaz. En revanche, Eni n'est pas favorable à ce qu'un budget supplémentaire soit attribué aux GRT pour faire de la publicité car les GRT sont trop loin des consommateurs finals de gaz pour que ces actions puissent produire des effets réels. Une telle communication, pourrait même être contreproductive et aggraver la confusion dans l'esprit des consommateurs entre les différents rôles des acteurs de la chaîne gazière.
- *Fuites sur le réseau*, récupération d'énergie et production d'électricité renouvelable : la minimisation des fuites sur le réseau fait partie de l'activité normale des GRT dont les coûts sont déjà couverts par le tarif.
- Ouverture d'un bureau de représentation et de *lobbying à Bruxelles* : Eni n'y est pas favorable. GRTgaz est déjà un acteur présent et très actif au sein des instances européennes à travers l'ENTSOG. Eni ne comprend pas l'intérêt de doubler cette activité pour une efficacité certainement moindre.
- *R&D* et détachement maison-mère (CRIGEN) : Eni y est favorable sous réserve que le budget R&D ne serve que pour les métiers des transporteurs (qualité et sécurité des ouvrages, etc.). A ce titre, Eni considère que cette séparation doit se faire sans supplément de coût pour GRTgaz.

Question 16 : Que pensez-vous du programme de R&I présenté par TIGF ?

Cf question 15.

Pour TIGF, comme pour GRTgaz les dépenses de R&I doivent se limiter aux champs de compétences et aux missions des GRT, c'est-à-dire la gestion des réseaux de transport de gaz.

Question 17 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur le CMPC de GRTgaz et TIGF ?

Compte tenu des résultats de l'analyse du consultant et de la moyenne des CMPC des principaux GRT en Europe, Eni considère que la CRE devrait se rapprocher de la partie inférieure de la fourchette.

Question 18 : Que pensez-vous des trajectoires d'investissements présentées par les GRT et de l'analyse préliminaire de la CRE ?

Eni partage l'analyse de la CRE.

Question 19 : Etes-vous d'accord avec les ajustements envisagés par la CRE sur les charges d'énergie ?

Eni est favorable aux ajustements proposés par la CRE sur les charges d'énergie.

Question 20 : Que pensez-vous des fourchettes de charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE ?

Eni constate que les investissements de transport de gaz devraient diminuer sensiblement pendant la période ATRT6. Par ailleurs, les charges d'exploitation réalisées par les GRT lors de la période ATRT5 sont inférieures à celles initialement prévues. En conséquence, les consommateurs de gaz seraient en droit d'espérer une baisse mécanique des tarifs de transport de gaz après de nombreuses années de hausses importantes. Par ailleurs, Eni est surpris que dans le cadre de cet exercice, aucune réflexion n'ait été menée par les deux GRT sur de potentielles mutualisations sur un certain nombre de thèmes communs (obligations liées à loi de transition énergétique, mise à disposition des données de consommation, etc.). Cette mutualisation aurait en effet permis une optimisation des coûts sur certains postes.

Enfin, Eni rappelle que le meilleur levier pour assurer la promotion du gaz est de loin d'assurer la compétitivité de son prix, en particulier pour les consommateurs industriels raccordés sur les réseaux de transport de gaz.

Question 21 : Etes-vous favorable au maintien de tarifs non-péréqués sur les réseaux de GRTgaz et de TIGF ?

Comme énoncé dans la consultation publique de Février 2016, Eni est favorable à la péréquation tarifaire entre les 2 GRT lors de la création de la place de marché unique.

Toutefois, si cette péréquation n'est pas possible dans le cadre de l'ATRT6, il faudra l'anticiper dès à présent pour l'ATRT7.

Question 22 : Etes-vous favorable au rééquilibrage progressif entre les coûts et les recettes sur le réseau principal et le réseau régional, de manière à atteindre l'équilibre en fin de période ATRT6 ?

Eni y est favorable.

Question 23 : Etes-vous favorable à une hausse du terme de sortie PIR Pirineos, au moment de la création de la place de marché unique et de la disparition du terme à la liaison Nord-Sud ?

Eni y est favorable.

Toutefois, Eni regrette que la CRE n'ait pas procédé à un rééquilibrage des coûts entre les points d'entrée et les points de sortie tel que le spécifie le Code Réseau Tarif. Or, ce rééquilibrage est nécessaire pour garantir une répartition juste des coûts entre les transits et la livraison aux clients finaux.

Question 24 : Partagez-vous la proposition de maintenir l'équilibre actuel entre les tarifs unitaires pour le transit et pour le transport domestique ?

Question 25 : Etes-vous favorable à un rééquilibrage des coûts unitaires des deux principales routes de transit (France-Espagne et France-Italie) au moment de la disparition du terme à la liaison Nord-Sud ?

Eni s'interroge sur la méthodologie utilisée dans la détermination des « km » des 3 hypothèses au regard des distances obtenues. En particulier, les modalités de calcul de la distance pour les consommateurs domestiques soulèvent de nombreuses questions sur la pondération des différents points d'entrée et des différents points de sortie sur le territoire, sur la raison et la manière de considérer les stockages, etc. En l'état des éléments fournis par la CRE il nous semble difficile d'utiliser les résultats présentés pour en tirer des conclusions pertinentes.

Par ailleurs, au-delà de la prise en compte du coût de transport en fonction notamment de la distance, Eni rappelle que le code de réseau Tarif adresse également les modalités de répartition de ce coût entre le tarif d'entrée et celui de sortie. Eni constate que ce point n'a toujours pas été pris en compte par la CRE.

Question 26 : Etes-vous favorable à l'introduction d'un reversement inter-opérateur, tel qu'envisagé par la CRE ?

Eni n'y est pas opposé. Toutefois, Eni observe que si les coûts de transport étaient mieux répartis entre les points d'entrée et les points de sortie, ce reversement ne serait pas été nécessaire.

Question 27 : Etes-vous favorable à une baisse des termes du réseau principal la première année du tarif ATRT6, suivie par une évolution à l'inflation ?

Eni y est favorable.

Question 28 : Etes-vous favorable au maintien du traitement tarifaire actuel des PITTM ?

Eni y est favorable.

Question 29 : Etes-vous favorable à l'égénéisation des termes tarifaires au PITS de TIGF et de GRTgaz, à l'exception de Nord-Atlantique et Sud-Atlantique ?

Eni est favorable à l'harmonisation des termes tarifaires aux PITS de TIGF et de GRTgaz, à l'exception de Nord-Atlantique et Sud-Atlantique compte tenu des contraintes sur la disponibilité des capacités.

Question 30 : Avez-vous d'autres commentaires à formuler concernant l'évolution des termes tarifaires sur les réseaux de transport de gaz de GRTgaz et de TIGF ?

La CRE doit s'assurer que les hypothèses de souscription et de consommations sont cohérentes que celles utilisées pour dimensionner les nouveaux investissements.

Par ailleurs, en ce qui concerne les CCCG, il est important de prendre en compte l'impact de la prochaine mise en place du marché de capacité et du prix plancher du CO₂.

Question 31 : Etes-vous favorable à l'instauration d'un NTR maximal sur les réseaux de GRTgaz et de TIGF ?

Etes-vous favorable à une limitation à 8 du NTR sur les réseaux de transport régionaux de GRTgaz et de TIGF ?

Eni regrette l'abandon de la mise en cohérence des NTR qui fait perdre son intérêt à cette réforme. Par ailleurs, comme indiqué dans notre contribution de Février 2016, les impacts sur les contrats déjà signés sont significatifs. En conséquence, Eni maintient sa demande de lisser les évolutions de NTR : plafonnement des NTR à 12 pour l'ATRT6 puis à 8 pour l'ATRT7.

Question 32 : Avez-vous des remarques concernant les mécanismes d'interruptibilité envisagés par le tarif ATRT6 ?

Eni n'a pas de remarques particulières. Il est difficile de donner un avis objectif dans la mesure où aucune visibilité n'est fournie sur les montants en jeu et l'impact tarifaire.

Question 33 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant le maintien de la tarification 100 % à la capacité ?

Eni est favorable à la proposition de la CRE de maintenir une tarification 100% à la capacité. Ce mode de tarification est cohérent au regard des coûts générés pour le réseau et répond parfaitement aux objectifs de la loi de transition énergétique car il permet d'inciter les consommateurs à minimiser leur consommation de pointe.

Question 34 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant le maintien de la modulation mensuelle des termes de capacités mensuelles de livraison et d'acheminement sur le réseau régional ?

Eni y est favorable.

Question 35 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les conditions de mise en œuvre d'une remise développement plafonnée à 50 % ?

Eni n'est pas favorable à cette « remise développement ».

Comme évoqué dans notre contribution de Février 2016, l'efficacité d'une telle mesure n'est pas explicite, et aucune analyse économique (coûts/bénéfices, nombre de projets, etc.) n'est présentée.

Question 36 : Avez-vous des remarques concernant les réflexions menées par les GRT pour améliorer la flexibilité de leur offre amont?

Eni considère que ces propositions vont dans le bon sens pour le fonctionnement du marché et que les travaux sur ces sujets doivent se poursuivre.

Toutefois, la CRE devra veiller à ce que ces mesures bénéficient de manière équilibrée à l'ensemble des détenteurs de capacités.

Question 37 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les demandes spécifiques d'EDF et Dunkerque LNG ?

Eni partage l'analyse de la CRE : les propositions d'EDF et Dunkerque LNG ne sont pas cohérentes avec le mode de tarification entrée/sortie retenu par le code de réseau tarif et qui conduiraient, si elles étaient mises en œuvre, à des distorsions de concurrence entre infrastructures et fournisseurs.

Question 38 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la demande spécifique d'Engie ?

Eni partage l'analyse de la CRE concernant la demande spécifique d'Engie.

Question 39 : Etes-vous favorable à la création de produits de N jours consécutifs, avec un minimum de 10 jours, aux PITTM ?

Question 40 : Etes-vous favorable à ce que les cessions de capacités aux PITTM soient autorisées sur tous les terminaux méthaniers français ?

Question 41 / Etes-vous favorable à ce que les acteurs ayant de faibles réservations en service continu dans les terminaux régulés ne se voient plus allouer de bandeau annuel de capacités ?

Question 42 / Etes-vous favorable à ce que les dépassements de capacité soient facturés au prix de 1/365ème du prix de la souscription annuelle ?

Comme indiqué dans notre contribution de Février 2016, Eni considère que le futur cadre ATTM5 doit favoriser un accès simple aux capacités des terminaux pour de nouveaux acteurs de marché et leur permettre de bénéficier d'opportunités à moyen et court terme pour participer à l'animation du marché français.

Eni est donc favorable à toutes les propositions d'évolution qui favorisent un accès simple aux capacités de regazéification.

Toutefois, la CRE devra veiller à ce que les règles d'accès au réseau de transport ne créent pas de distorsion de concurrence entre le gaz pipe et le GNL.